



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Togo pour 2024

Document d'action « Programme de soutien à la Transformation Digitale de l'économie Togolaise (ProDigiT) »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSY Acte de base	Programme de soutien à la Transformation Digitale de l'économie Togolaise (ProDigiT) Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62421 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui Cette action est liée à l'Initiative Équipe Europe (Togo) : énergie et connectivité
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Togo (ensemble du territoire national)
4. Document de programmation	Document conjoint de programmation (DCP) Coopération européenne au Togo 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du DCP concerné	L'action contribue directement à l'atteinte de l'objectif spécifique 2 « L'accès à des services énergétiques et numériques durables et efficaces est généralisé » s du domaine prioritaire 1 du DCP « Appuyer le développement humain et l'inclusion socio-économique » et en particulier au résultat 2.8 « La numérisation et l'informatisation des services de l'État sont augmentées ». Dans une moindre mesure, elle contribue aux objectifs spécifiques de développement économique du domaine prioritaire 2 par le renforcement des compétences numériques qui sont nécessaires à la transformation digitale des secteurs et du pays, ce qui réduirait l'importation des compétences et la vulnérabilité des systèmes en place ou en développement.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Développement humain et inclusion socio-économique

7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : ODD 4, « Éducation de qualité » (Faciliter l'enseignement, l'apprentissage et le fonctionnement des écoles)</p> <p>Autres ODD importants :</p> <p>ODD5, « Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. »</p> <p>ODD 9, « Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » ;</p> <p>ODD 10, « Réduire les inégalités et ne pas faire de laissés-pour-compte font partie intégrante des efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable. »</p> <p>Elle contribuera également à l'éradication de la pauvreté (ODD 1), à ouvrir des perspectives d'emploi (ODD 8) via un meilleur accès aux services digitaux et à élargir l'offre de soins (ODD 3) par un meilleur fonctionnement des hôpitaux via des services digitaux.</p>			
8. a) Code(s) CAD	<p>11120 Équipements scolaires et formation (20%)</p> <p>11420 Enseignement supérieur (30%)</p> <p>11430 Formation technique supérieure de gestion (50%)</p>			
8. b) Principal canal d'acheminement	<p>12004 Autres entité publique dans le pays bénéficiaire</p> <p>42001 Commission européenne - partie du budget affectée au développement</p> <p>60000 Institutions du Secteur Privé</p>			
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input type="checkbox"/> Climat</p> <p><input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Éducation</p> <p><input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p>			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>			
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>			
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET					
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire : 14.020120</p> <p>Coût total estimé: 15 500 000 EUR (toutes les composantes du ProDIGIT avec contribution Allemagne et UE)</p> <p>Montant de la contribution du budget de l’UE: 4 000 000 EUR (spécifiquement pour la composante 4)</p> <p>Cette action est co-financée conjointement par : L’Allemagne pour un montant de 11 500 000 EUR via le programme « Programme de soutien à la Transformation Digitale de l’économie Togolaise (ProDIGIT) » mis en œuvre par son agence d’exécution GIZ dont 1 000 000 EUR spécifiquement pour la composante 4).</p> <p>L’Action décrite ci-dessous prévoit une contribution à ce programme dans une perspective Équipe Europe de complémentarité et de cohérence.</p> <p>Cette action fait partie d’une initiative « Équipe Europe » qui regroupe l’Union européenne, la France et l’Allemagne.</p>					
GESTION ET EXÉCUTION						
13. Type de financement	<p>Gestion indirecte avec l’Allemagne - le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement et l’agence d’exécution Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH - entité sélectionnée conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1</p>					

1.2 Résumé de l'action

L'Action consiste en une contribution à la quatrième composante du programme « Transformation Digitale de l'Économie Togolaise (ProDigiT) » de l'Allemagne qui en compte 4 :

1. Accompagnement des acteurs publics numériques clés dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de transformation digitale avec la participation du secteur privé ;
2. Amélioration de la coopération entre les acteurs publics et privés pour renforcer l'écosystème numérique innovant ;

3. Soutien à la transformation digitale des très petites, petites et moyennes entreprises des secteurs phares économiques du Togo et à l'innovation
4. Renforcement des compétences digitales des expert.e.s et des gestionnaires du secteur numérique et de l'administration publique togolaise.

Tant le secteur privé que le secteur public manquent de ressources et de capacités pour former les employés et collaborateurs déjà en place. Or, la transformation numérique du pays exige une formation et un perfectionnement permanents afin de développer et maintenir les compétences en ligne avec les évolutions du secteur numérique.

Les principaux produits attendus de la composante 4 sont les suivants :

- Le pool de talents numériques au Togo pertinent pour la transformation numérique est renforcé ;
- Le transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue de promouvoir conjointement la transformation numérique du Togo est amélioré ; et
- L'offre de formation sur les compétences numériques est élargie.

Les activités concernent les capacités humaines mais aussi le renforcement de l'écosystème numérique, notamment par le partenariat public-privé.

Une participation de l'UE à l'atteinte des autres objectifs spécifiques du ProDigiT pourra être possible dans la limite des ressources disponibles et en ligne avec l'évolution des priorités stratégiques du pays.

Cette action complète les activités régionales pour la connectivité (infrastructure et gouvernance) et constitue une introduction de la coopération de l'UE dans le secteur en vue d'autres actions à venir.

Elle vise à appuyer le Togo dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement intitulée "Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025" et la Stratégie "Togo Digital 2025". Elle est en ligne avec la stratégie Global Gateway¹ et la communication conjointe « Vers une stratégie globale avec l'Afrique »² par lesquelles l'UE souhaite renforcer les liaisons intelligentes, propres et sûres dans les secteurs du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer la santé, l'éducation et les systèmes de recherche. L'action contribue aussi à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour le genre 2020-2025 (GAP III), et particulièrement au domaine prioritaire 6 « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique » et 3 « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ». Il contribue également à la mise en œuvre des objectifs précisés dans le plan de mise en œuvre « sur l'égalité entre les hommes et les femmes » au Togo³, notamment les objectifs spécifiques suivants :

- La prise en compte du genre est systématisée dans les programmations des États membres et est appuyée dans la programmation togolaise à tous les niveaux, tout en s'assurant que les indicateurs choisis sont ventilés par genre dans tous les projets ;
- La mise en œuvre des projets et des priorités du GAP III de la période 2021-27 est basée sur une analyse genre actuelle et pertinente ;
- L'accès aux services financiers et aux ressources productives est amélioré pour les femmes.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Contexte général

Le Togo a connu une croissance économique régulière au cours de la dernière décennie (alimentée par la stabilité politique et les réformes économiques). Il est l'un des principaux producteurs mondiaux de certaines ressources naturelles et il bénéficie d'une situation côtière stratégique. Il reste toutefois un pays à faible revenu. Son revenu

¹ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement, La stratégie "Global Gateway", 1/12/2021, référence JOIN(2021) 30 final

² Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Vers une stratégie globale avec l'Afrique, 9/03/2020, référence JOIN(2020) 4 final

³ Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre « égalité » au Togo, 2022

national brut (RNB) par habitant est de 990 USD (2022)⁴, inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 1 638 USD (2022)⁵. Plus de la moitié de ses 8,8 millions d'habitants est concentrée dans les zones rurales.

Le contexte spécifique du secteur numérique au Togo

Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne jouait par le passé qu'un rôle de second plan au Togo. En 2018, il ne comptait que 1,1% des entreprises togolaises et employait 2,1% du personnel de toutes les entreprises recensées⁶. Ces dernières années, le rythme de la numérisation au Togo s'est accéléré, comme en témoigne la percée des moyens de paiement numériques avec 3 187 588 abonnés de mobile money au Togo⁷. Selon l'indice de connectivité de mobile GSMA de 2014, le nombre d'applications développées par habitant au Togo était de 23,01 sur une échelle 0 à 100. En 2023, ce nombre a plus que doublé et est passé à 50,2. L'Indice mondial de l'innovation en 2023 classe le Togo au 114ème rang sur 132 pays, c'est-à-dire à la traîne par rapport à d'autres pays africains et aux pays à faible revenu. Toutefois, le Togo figure parmi les trois premières économies d'innovation dans le groupe des pays à faible revenu.

Il faut aussi souligner que dans le secteur du commerce, les femmes sont très présentes au niveau des marchés mais à cause du manque de formation, d'accès au crédit, de formalisation de leur entreprise etc., elles ne peuvent jouir que très partiellement du fruit de leur travail. Ce phénomène est encore plus accentué dans les régions les plus pauvres du pays, notamment dans le nord, où le manque d'opportunités économiques pour les femmes et les jeunes rend la population plus vulnérable encore face aux menaces et violences de l'extrémisme religieux. Les femmes sont également discriminées du fait qu'elles n'ont accès aux services financiers qu'à travers la microfinance qui impose des taux d'intérêts particulièrement élevés (minimum 15%)⁸.

Selon les dernières statistiques valables, moins d'un tiers des femmes, contre près de la moitié des hommes (27% contre 49,3%, respectivement) ont déclaré avoir utilisé Internet au cours des trois derniers mois de l'enquête dans les zones urbaines, tandis que celles vivant dans les zones rurales ont déclaré ne l'avoir presque pas utilisé⁹. Même si l'utilisation de l'internet a augmenté pendant la Covid 19, l'écart entre les hommes et les femmes reste toujours très important. En ce qui concerne la possession d'appareils techniques, moins de 57% des femmes possèdent un téléphone portable (la moyenne étant de 75% en Afrique subsaharienne), principalement en raison d'obstacles courants liés aux prix, aux compétences numériques et aux problèmes de sûreté et de sécurité¹⁰. Dans ce contexte, il faut aussi prendre en compte que seulement 55,1% des femmes âgées de 15 ans et plus sont considérées comme alphabétisées au Togo¹¹, et que la participation des femmes au marché du travail stagne à 55%, limitant leur autonomie financière et l'acquisition de compétences numériques¹².

La transformation numérique est l'une des priorités du gouvernement togolais avec l'objectif clair de faire du Togo une référence régionale dans le digital. À cette fin, il prévoit entre autres de réformer la réglementation relative aux TIC, d'investir dans les infrastructures, de numériser les services administratifs, de développer un hub d'innovation digital et de renforcer l'écosystème numérique. La "Stratégie Togo Digital 2025"¹³, adoptée en 2022, sous la direction du ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale (MENTD) réaffirme les objectifs suivants :

- Inclure tous les citoyens dans la société et l'économie par l'identification biométrique et l'accès à l'internet très haut débit et aux équipements technologiques
- Digitaliser les services publics et sociaux pour rapprocher les usagers de l'administration publique

⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.PCAP.CD>

⁵ https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.PCAP.CD?locations=ZG&name_desc=true

⁶ Institut national de la statistique

⁷ ARCEP (2023): Enquête de satisfaction client des opérateurs mobiles, des fournisseurs d'accès Internet fixes, des exploitants postaux et de l'ARCEP au Togo; disponible vers [ENQUETE-DE-SATISFACTION-CLIENT-DES-OPERATEURS-MOBILES-ET-FIXES.pdf \(arcep.tg\)](#)

⁸ Plan de mise en œuvre égalité entre les hommes et les femmes au Togo, 2022

⁹ National Institute of Statistics, Economic, and Demographic Studies & the United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), 2018. Multiple Indicator Cluster Surveys (MICS) 6th round, Final Report, Lomé, Togo.

¹⁰ GSMA, 2022. The Mobile Gender Gap Report 2022. https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2022/06/The-Mobile-Gender-Gap-Report-2022.pdf?utm_source=website&utm_medium=download-button&utm_campaign=gender-gap-2022

¹¹ World Bank, 2022. Gender Data Portal, Togo. Adult Literacy rate, by sex (% of people ages 15 and above), female. <https://genderdata.worldbank.org/countries/togo>

¹² World Bank, 2022. World Development Indicators: Labor Force participation rate, female, Togo. <https://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS?locations=TG>

¹³ <https://digital.gouv.tg/wp-content/uploads/2023/05/FR-Strategie-Togo-Digital-June-2022.pdf>

- Accélérer la transformation de l'économie et faire du Togo un hub digital avec un écosystème d'innovation et de startups

Dans le plan d'opérationnalisation de la stratégie on trouve des programmes spécifiques pour améliorer la délivrance des services publics et sociaux par le digital (ex. services publics digitalisés, accès aux services sociaux de base pour inclure toutes les populations) et des actions pour accompagner et accélérer la transformation digitale de l'économie (digitalisation des secteurs phares de l'économie et création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux).

Pour atteindre ces objectifs généraux en 2025, il a été calculé qu'il faudrait former 800 profils supplémentaires chaque année aux métiers du digital pour permettre la transformation numérique souhaitée, ce qui exige des capacités avancées pour développer des outils communs et la mise en place d'un programme national de formation et/ou de reconversion aux métiers du digital.

Au niveau mondial, l'Union européenne (UE) se distingue par un programme visant à favoriser un internet inclusif et une utilisation éthique des technologies numériques. La « Décennie numérique de l'Europe » (2020-2030) a pour objectif de donner aux entreprises et aux citoyens les moyens d'un avenir numérique centré sur l'humain, durable et plus prospère et la « Coalition pour les compétences numériques et l'emploi » s'attaque au déficit de compétences numériques en rassemblant les États membres, les entreprises et les organisations. On retrouve ces priorités dans la coopération internationale de l'UE : une des priorités de partenariat est de "préparer les professionnels, les chefs d'entreprise et les décideurs de demain à la transformation verte et numérique". En effet, la transformation numérique offre encore de nombreuses possibilités inexploitées de démocratiser l'accès à l'apprentissage et à l'information à l'échelle mondiale, y compris aux compétences numériques pour l'employabilité, pour tous, et en particulier pour les femmes. Cette Action s'appuie sur l'approche de la transformation numérique de l'UE.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

- ***L'expertise locale (publique et privée) digitale qualifiée est limitée et insuffisante pour réussir la transformation digitale du pays.***

La demande pour les compétences a augmenté d'une manière significative au Togo et les profils qui se développent grâce à la transformation numérique sont rares par exemple dans les domaines de l'intelligence artificielle, des expert.e.s en cybersécurité, des data scientists et des développeurs avec des connaissances spécialisées. Dans le secteur public, la situation est aggravée par le fait que les salaires sont plus bas et que les contrats sont souvent limités dans le temps. Pourtant, c'est là que les compétences numériques spécialisées sont nécessaires pour faire avancer les projets de numérisation de la stratégie "Togo Digital 2025", comme la numérisation des services publics.

Tant le secteur privé que le secteur public manquent de ressources et de capacités pour former les collaborateurs.rices déjà en place. Or, la transformation numérique en cours exige une formation et un perfectionnement permanents afin de maintenir les compétences à jour. Cette situation est encore aggravée par un écart important entre les hommes et les femmes. De plus, au cours des dernières années, malgré le fait que le niveau d'éducation de la population en âge de travailler se soit considérablement amélioré, l'écart entre la quantité et la qualité des profils formés et les besoins du marché du travail (secteurs privé et public) reste l'un des principaux obstacles à la transformation numérique du Togo.

Par ailleurs, on note un faible taux d'inscription dans l'enseignement supérieur (seuls 51,3 % des filles et 63 % des garçons terminent l'école secondaire au Togo), en particulier dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Selon les statistiques officielles, à peine 1,71 % des étudiant.e.s togolais sont inscrits dans des cours liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Parmi ces derniers, un peu moins de 2 étudiant.e.s sur 10 (17,3 %) sont des femmes¹⁴.

- ***Nécessité de renforcer les capacités des acteurs publics et privés pour leur spécialisation sur les technologies émergentes les rendant compétitifs tant sur le plan national qu'international.***

Les institutions éducatives togolaises (ex. Universités publiques et les écoles supérieures privées) manquent également de capacités pour former le nombre nécessaire de diplômé.e.s qualifiés et adaptés aux besoins des secteurs

¹⁴ Si l'on considère un éventail plus large de cours scientifiques et technologiques, la proportion d'étudiant.e.s passe à 23,63 %, dont un peu plus de 2 étudiant.e.s sur 12 (soit 15,6 %) sont des femmes.

public et privé. Les infrastructures nécessaires, telles que la taille et l'équipement des salles de classe, l'équipement technique, l'accès à Internet et le personnel enseignant qualifié sont insuffisants.

En ce qui concerne les universités publiques, ceci se traduit par un faible taux d'inscription dans les filières ICT. Celle de Lomé a un effectif qui dépasse les 50 000 étudiant.e.s. De ces étudiant.e.s, près d'un tiers est inscrit dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, alors que pour les filières ICT on estime 20-40 étudiant.e.s. par an et filière. Pour l'université publique de Kara, 14 000 étudiant.e.s y sont inscrit.e.s et on estime également 20-40 étudiant.e.s par an et filière dans la faculté des sciences et techniques. Pour ce qui concerne la recherche, seules ces deux universités publiques mènent des activités de recherche qui faciliteraient le lien avec un écosystème innovant et en ligne avec les développements internationaux du secteur. Le Togo compte aussi un certain nombre d'universités privées¹⁵ mais qui demandent des droits de scolarité très élevés et qui ne sont donc à la portée que d'un très petit nombre de Togolais.e.s.

Il existe également des écoles supérieures (techniques) tant publiques que privées qui proposent des formations plutôt orientées sur la pratique. Elles se trouvent toutefois presque toutes à Lomé. Concernant les établissements supérieurs privés, s'ils mettent en avant des méthodes d'enseignement avancées remplaçant les cours magistraux, des bibliothèques bien fournies, de bonnes infrastructures informatiques et des connexion à l'Internet, leurs capacités sont toutefois limitées et le nombre de diplômé.e.s formés chaque année est faible (on estime environ 550 diplômé.e.s, si les certificats à court terme sont inclus).

Enfin, l'offre de certifications spécialisées de bonne qualité dans le domaine du numérique est faible et ne permet pas de positionner les expertises togolaises dans le numérique tant en réponse aux besoins locaux que dans le cadre du marché de travail international.

Pour ce qui est de l'administration publique, elle peut se reposer sur l'École Nationale d'Administration (ENA) mais le contenu de la formation ne comprend actuellement pas de compétences numériques. Une possibilité d'apprentissage à distance est certes en cours d'élaboration, mais il s'agit d'une expérience pilote qui n'est suivie que par un petit nombre d'enseignants.

▪ ***Problèmes liés au secteur privé.***

La problématique principale est de trouver sur le marché des profils capables de répondre adéquatement aux besoins du secteur privé. Il manque également un cadre d'échange formel entre le public et le privé qui facilite la communication entre les acteurs (publics ou autres) dans le but de partager les expériences et se renforcer mutuellement.

▪ ***Besoin de renforcement de l'écosystème numérique pour qu'il stimule l'innovation et les solutions locales.***

Le secteur du numérique togolais manque d'un écosystème dynamique capable d'intégrer les différentes plateformes et l'utilisation de différents parcours d'utilisateurs, y compris leurs données. Il est donc nécessaire de revoir et de renforcer cet écosystème pour qu'il joue le rôle qui lui est dévolu.

De plus, tel que mentionné au point précédent, la coordination et les synergies entre le secteur privé et public sont à renforcer afin de mener à bien la transformation numérique dans le pays, étant donné que, par exemple :

- L'administration nécessite davantage d'appui des expertises privées pour la digitalisation des services publics
- Le développement du secteur privé IT et l'innovation dans le numérique nécessitent une stratégie claire d'accompagnement par les institutions publiques (appui aux start-ups par exemple).

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'Action

Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires directs :

- Les agents publics sont la clé pour mettre en œuvre les projets de numérisation prévus dans le cadre de la stratégie Togo Digital. Pour ce faire, l'expertise du secteur privé est nécessaire pour accompagner cette transformation mais elle doit être mieux adaptée aux besoins du secteur public.
- Les étudiant.e.s et les jeunes diplômé.e.s issus des filières informatiques seront également soutenus dans l'approfondissement de leurs compétences numériques (spécialisation). Les étudiant.e.s et les jeunes diplômé.e.s

¹⁵ À titre d'exemple : L'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest et l'Institut Africain d'informatique.

issus de filières autres que les technologies de l'information seront également aidés à se reconverter vers le secteur du numérique.

- L'Agence Togo Digital (ATD) créée par décret n°2021-102/PR du 29 septembre 2021 et qui a pour mission d'accompagner l'administration togolaise dans son processus de digitalisation, tout en promouvant l'innovation. Elle est chargée de mettre en œuvre de manière opérationnelle la stratégie numérique "Togo Digital 2025". Alors que le programme de travail jusqu'en 2025 est défini par cette stratégie numérique ambitieuse, l'ATD manque de capacités de mise en œuvre. Cela est dû d'une part au manque de ressources humaines et d'autre part, au manque de moyens financiers et d'approches pour intégrer l'économie numérique togolaise dans les initiatives gouvernementales et pour soulager ses propres capacités de mise en œuvre par la coopération.
- Les professionnels du numérique du secteur privé qui détiennent déjà des compétences mais qui nécessiteraient d'être renforcées (upskilling) pour qu'ils soient capables de proposer les meilleures solutions numériques, de renforcer l'innovation et d'être compétitifs au niveau international.

Les **bénéficiaires indirects** :

- Les entreprises du secteur privé (en lien avec la composante 2 du ProDigiT) qui manquent de ressources et de capacités pour former les collaborateurs. Elles sont déjà en place. Il leur manque également une compréhension de l'écosystème en mutation du fait de la transformation numérique pour mieux répondre à leurs besoins et fournir à leurs partenaires (clients ou autres) les bonnes informations au bon moment. De plus, les acteurs du secteur privé ne disposent pas d'un cadre d'échange formel qui leur permette de communiquer entre eux et aussi avec les autres acteurs (publics ou autres) dans le but de partager leur expérience et se renforcer mutuellement.
- Les administrations publiques ciblées (en ligne avec la composante 1) qui sont soutenues par la promotion des compétences numériques dans le développement et la mise en œuvre de projets de transformation numérique avec la participation du secteur privé.

Les **partenaires** :

Le **Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation digitale (MENTD)** élabore la politique numérique, est responsable de la mise en œuvre des initiatives gouvernementales décrites dans la stratégie numérique "Togo Digital 2025" et préside l'Agence Togo Digital (ATD). La mise en œuvre de la politique numérique souffre du manque de capacité du personnel qualifié, du manque d'implication des acteurs non étatiques dans le domaine numérique et d'une insuffisante prise en compte des initiatives du secteur privé. Le MENTD est également le partenaire de mise en œuvre du projet ProDigiT.

L'**ATD (voir plus haut)** est l'institution de la structure partenaire en aval et le point focal et coordination générale du programme ProDigiT.

Le **Djanta Tech Hub**, lancé par le MENTD et actuellement en construction, doit contribuer à faire du Togo un centre de services numériques et d'excellence dans le domaine du numérique. Il s'agit de soutenir les start-ups numériques togolaises, de former des spécialistes du numérique et d'attirer des entreprises technologiques internationales au Togo. La structure n'est toutefois pas opérationnelle à l'heure actuelle. Le lancement est prévu pour le printemps 2024. Le Djanta Tech Hub a le potentiel de devenir le point d'ancrage des offres d'apprentissage pratique et de la plateforme. Le projet ProDigiT soutient déjà activement l'établissement du Djanta Tech Hub en output 1 par des conseils techniques et la mise à disposition d'équipements et de rénovations.

Les **universités togolaises** ont un rôle important dans la formation de l'élite nationale. Cependant, de nombreux Togolais quittent le pays après le baccalauréat ou un premier diplôme universitaire pour entamer ou poursuivre des études à l'étranger. Les universités manquent de personnel spécialisé dans les filières techniques en raison des salaires peu attractifs, de l'équipement des locaux et de l'infrastructure, que ce soit un accès à Internet, une plateforme d'apprentissage ou un système administratif pour gérer les étudiants.e.s.

Les **entreprises privées** actives dans le domaine du numérique au Togo.

Les **différentes agences numériques publiques créées par l'État togolais**

L'Agence Nationale de la Cybersécurité (ANCy) qui est à côté de l'ATD l'une des agences décentralisées dans le numérique pour faciliter la mise en œuvre de sa "Feuille de route Gouvernementale". L'ANCy coordonne l'action gouvernementale en matière de défense des systèmes d'informations, fixe les règles de cybersécurité et veille à leur application par les divers acteurs. L'ANCy est un acteur clé pour faciliter une transformation numérique et en même temps minimiser les risques de vulnérabilités des données.

La Cyber Defense Africa SAS (CDA) qui a été créée par la République togolaise dans le cadre d'un partenariat public-privé avec Asseco Data Systems SA (ADS). CDA est la société de services de cybersécurité mandatée par la République togolaise pour assurer la sécurité des systèmes d'information au Togo et au-delà de ses frontières.

La Société d'Infrastructures Numériques (SIN) qui a été créée par la République togolaise pour détenir le capital télécoms stratégique du pays. Parmi les infrastructures télécoms que détiendra la SIN, figurent, au-delà de la fibre optique et des spectres de fréquences radio, un centre d'hébergement ainsi qu'un point d'échange Internet. La SIN vient renforcer les efforts par le gouvernement du Togo pour faire du pays un hub numérique.

L'Agence nationale d'identification (ANID) placée sous l'autorité de la Présidence de la République qui est en charge de la fourniture des services publics et sociaux par l'immatriculation biométrique des populations. L'une des attributions principales est la délivrance d'un numéro d'identification biométrique unique à chaque citoyen et tout individu résident au Togo.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'Action vise à renforcer le programme « Transformation Digitale de l'Économie Togolaise - ProDigiT » de l'Allemagne, en ciblant en particulier sa composante 4 qui porte sur le renforcement des compétences numériques des acteurs du secteur public et du privé. Ainsi, les objectifs de l'Action s'alignent aux objectifs et résultats attendus du programme ProDigiT afin de générer des complémentarités et d'accroître l'impact de leur intervention.

L'objectif général (impact) est « La durabilité de la transformation digitale du Togo est renforcée ».

L'objectif spécifique (les effets à court et moyen terme) : « La transformation numérique au Togo est renforcée dans le cadre de la collaboration entre les acteurs publics et privés ».

Les **produits à fournir** sont les suivants:

1. Le « pool de talents numériques » au Togo pertinent pour la transformation numérique est renforcé suivant une approche inclusive et basée sur le genre ;
2. Le transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue de promouvoir conjointement la transformation numérique du Togo est amélioré ;
3. L'offre de formation sur les compétences numériques est élargie suivant une approche inclusive et basée sur le genre.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1: Le « pool de talents numériques » au Togo pertinent pour la transformation numérique est renforcé suivant une approche inclusive et basée sur le genre.

1. Appui à l'ATD dans l'identification des profils d'étudiant.e.s et de jeunes diplômé.e.s à prioriser pour accompagner la digitalisation de l'administration ;
2. Élaboration d'un cadre de développement/renforcement des compétences pour la transformation numérique au profit des services à digitaliser identifiés ;
3. Développement et mise à jour de l'offre de cours pour les étudiant.e.s et les jeunes diplômé.e.s en vue d'approfondir leurs compétences numériques (spécialisation) et de tenter une reconversion professionnelle vers les métiers du numérique ;
4. Mise en place des formations pour les agents intervenant dans le secteur public togolais, les étudiant.e.s et les jeunes diplômé.e.s ;
5. Appui au MENTD, ATD et aux institutions de formation pour former des partenariats et mise en œuvre pour une certification internationale et reconnue des contenus locaux ;
6. Équipement des administrations publiques digitalisées du Togo.

Activités liées au produit 2 : Le transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue de promouvoir conjointement la transformation numérique du Togo est amélioré :

1. Appui au MENTD ou à l'ATD et/ou d'autres acteurs du secteur privé en vue de construire et de mettre en œuvre des initiatives de coopération entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue du renforcement des compétences numériques ;
2. Appui au MENTD ou à l'ATD dans la conception et la mise en œuvre des initiatives d'interactions au sein du secteur public et avec le secteur privé sur les compétences numériques ;
3. Mise en place des approches de peer learning et d'apprentissage mutuel avec des acteurs du secteur public et du secteur privé en dehors du Togo, p.ex. à travers des voyages d'étude.

Activités liées au produit 3 : L'offre de formation sur les compétences numériques est élargie suivant une approche inclusive et basée sur le genre :

1. Opérationnalisation d'une plateforme de formation en ligne en collaboration avec un partenaire local afin de porter le contenu pour le groupe cible identifié ;
2. Appui au MENTD ou à l'ATD pour le développement d'un business modèle de la plateforme
3. Développement de formations pratiques de renforcement des compétences adaptées aux besoins du secteur public et du secteur privé ;
4. Fourniture d'équipements nécessaires i) aux partenaires de formation du Togo identifiés pour tenir les formations pratiques et ii) à l'encadrement de la plateforme de formation en ligne ;
5. Appui au MENT ou à l'ATD pour le développement d'une stratégie incluant un plan de pérennisation de la plateforme.

La contribution de l'UE à l'initiative «Équipe Europe», à laquelle cette Action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'Action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la **mention G1**.

L'Action ciblera les jeunes et contribuera indirectement à la lutte contre la migration économique et la radicalisation grâce à l'insertion de la jeunesse dans des activités dignes et génératrices de revenu et de promotion de l'innovation, etc.

Il n'y a pas d'activités spécifiques égalité genre dédiées dans le cadre de la contribution de l'Union européenne. Cependant, deux principaux résultats sont consacrés au genre dans le ProDigiT auquel la présente Action contribue (digitalisation des PME dirigées par les femmes, renforcement de l'expertise des femmes dans le secteur).

Les jeunes filles, ne font pas de l'IT une filière de prédilection dans leurs études et encore moins dans la reconversion vers ce secteur en cours de carrière. Il s'agira dans le cadre de cette Action de sensibiliser, d'inspirer et de donner confiance pour les encourager à choisir ou à rediriger leur carrière vers ce secteur. Il faudra également

examiner la réalité de terrain dans les entreprises numériques et identifier les pratiques de management susceptibles de retenir les femmes dans les carrières liées aux TIC.

Droits de l'homme

L'une des principales problématiques en matière digitale est la protection des données de la vie privée. Dans un monde de plus en plus connecté, des données personnelles sont enregistrées, analysées et utilisées par des entreprises et des autorités publiques. Cela soulève des questions sur la protection de la vie privée et la nécessité de réglementer la manière dont ces données sont gérées et utilisées.

Cette Action notamment l'activité dédiée au renforcement des capacités des agents de l'État permettra de minimiser les risques de vulnérabilités des données gérées par l'administration publique et contribuer ainsi à la protection de la vie privée des citoyens.

L'action s'appuie aussi sur une approche basée sur les droits humains, et sur le principe de ne laisser personne de côté, en faisant attention particulièrement aux groupes en situation de vulnérabilité.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la **mention D0**.

L'action suit le principe "Ne laisser personne de côté". Un effort sera fait pour l'inclusion des personnes les plus vulnérables. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) représentent pour les personnes handicapées, quel que soit le handicap, une réelle opportunité pour leur intégration, aussi bien dans la vie quotidienne que professionnelle, sous réserve que leur accessibilité soit prise en compte. L'Action ne cible pas particulièrement l'accessibilité des personnes en situation de handicap mais peut constituer un levier important pour leur intégration.

Réduction des inégalités

La digitalisation, des services publics comme du secteur privé, progresse rapidement. Elle a connu une nette accélération ces dernières années. Cette transformation digitale n'est pas sans conséquences sur l'accès aux services essentiels et sur les droits des personnes les plus fragiles, incapables de suivre le rythme imposé. Certaines situations peuvent être discriminatoires. Les premières victimes de ces bouleversements sont les personnes défavorisées sur le plan socio-économique (niveau de revenus) et culturel (niveau du diplôme), notamment les personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture, mais aussi les personnes âgées ou en situation de handicap.

La présente action contribue indirectement à la réduction des inégalités. Elle envisage de renforcer les capacités des acteurs du numérique tant du public que du privé en mettant à disposition des individus et de la société des services publics plus proches, des espaces virtuels qui leur permettent d'accéder à l'information, d'établir des liens, de se mobiliser autour de thèmes sociaux et politiques et de prendre part au processus décisionnel.

Démocratie

La liberté d'expression est un enjeu crucial en démocratie. Les plateformes en ligne sont devenues des espaces importants pour la libre expression, mais leur modération suscite des débats sur la censure et la réglementation du discours en ligne. Les gouvernements tentent également de réglementer le contenu en ligne, ce qui soulève des préoccupations concernant la liberté d'expression sur Internet. Le renforcement des capacités dans les TIC, ouvrira davantage d'espaces de discussions en incluant plus de personnes qui discuteront de sujets divers concernant la vie dans le pays et le bien-être.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La diffusion et la mise à l'échelle rapides des technologies et services numériques crée de nouvelles opportunités de développement durable et de croissance inclusive et améliore la gouvernance. L'Action renforcera la cohésion économique et sociale et la paix.

Réduction des risques de catastrophes

L'Action n'a pas de lien direct avec la réduction des risques de catastrophes, mais pourrait contribuer à leur gestion.

Autres considérations, le cas échéant

S.O.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/moyenne/faible)	Impact (élevée/moyenne/faible)	Mesures d'atténuation
1 - Environnement extérieur	<u>Risque 1</u> Intensification de l'insécurité dans la sous-région et aussi des facteurs économiques, pouvant modifier les priorités du Gouvernement togolais et faire temporairement passer la numérisation au second plan.	Moyenne	Faible	Un suivi permanent de la situation sécuritaire dans la sous-région, des facteurs économiques, des priorités du Gouvernement togolais et du thème de la numérisation est effectué.
2 - Personnes et organisations	<u>Risque 2</u> Les responsabilités et la pertinence politique de la transformation numérique, en particulier dans l'administration publique, pourraient évoluer.	Moyenne	Moyen	Renforcement du transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé.
2 - Personnes et organisations	<u>Risque 3</u> Les ressources limitées de l'ATD pourraient ralentir la mise en œuvre du grand nombre de projets numériques à réaliser d'ici 2025.	Moyenne	Moyen	Communication continue avec l'ATD sur les projets prévus, afin d'identifier et de soutenir les changements à un stade précoce. Anticipation des besoins et mobilisation des instances de pilotage de l'action.
2 - Personnes et organisations	<u>Risque 4</u> Manque de positionnement de l'ATD par rapport aux autres ministères pour promouvoir de manière centralisée la formation aux compétences numériques	Moyenne	Moyen	Communication continue avec l'ATD sur les relations avec les autres ministères, en particulier le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
2 - Personnes et organisations	<u>Risque 5</u> Rejet par l'écosystème existant du Djanta Tech Hub ou d'autres hubs d'innovation prévus	Moyenne	Moyen	Communication continue avec les partenaires. Positionner le Djanta Tech Hub comme une initiative intégrative et non substitutive.
2 - Personnes et organisations	<u>Risque 6</u> Faible intérêt des femmes pour le secteur du numérique	Moyenne	Élevé	Sensibilisation adaptée aux femmes afin de susciter l'intérêt pour le secteur numérique ou d'expliquer en quoi les compétences numériques sont pertinentes. Valorisation de parcours de femmes ayant réussi grâce au digital
3 - Aspects légaux et réglementaires	<u>Risque 7</u> Corruption lors de collaborations entre le privé et le public	Faible	Élevé	Élaboration de critères transparents pour la mise en place de transferts mutuels. Documentation des échanges
Enseignements tirés:				

Pour l'UE, cette Action constitue une première dans le secteur de la digitalisation au Togo. Il est donc difficile à ce stade de tirer des enseignements pertinents spécifiques pour le secteur.

Cependant, l'expérience dans le cadre des Actions antérieures ou en cours (en particulier le digital au niveau régional) met en évidence les enseignements suivants :

- Il est très important d'inclure des Actions de renforcement des capacités des ministères, de ses structures déconcentrées et autres agences en charge des questions spécifiques ;
- Il y a nécessité d'un accompagnement fort, notamment au niveau technique, dans la mise en œuvre de l'Action ;
- L'appui institutionnel et/ou le renforcement des capacités seront fournis en conformité avec la Stratégie "Backbone" de l'UE (rendre la coopération technique plus efficace) qui définit l'approche et les modalités de ce type de programmes de développement.

Sur la base de l'expérience de l'Allemagne dans le cadre du ProDIGIT, certains enseignements peuvent déjà à mi-parcours être tirés

- Il est crucial dans le processus de digitalisation des services publics de renforcer l'aspect stratégique et mettre un focus sur la gestion du changement, en augmentant l'appropriation aussi bien chez le management que chez les bénéficiaires et utilisateurs des systèmes;
- Le dialogue et les cadres de concertation secteur public et privé reste un aspect important pour assurer non seulement un partage d'expertise mais aussi pour promouvoir un écosystème où les acteurs portent la transformation digitale ensemble.

3.5 Logique d'intervention

Cette Action s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Document Conjoint de Programmation de l'UE et de ses États membres pour la période 2021-2027, lui-même basé sur les priorités nationales de développement et de réformes (Feuille de route gouvernementale Togo 2025). L'Action sera mise en œuvre via une convention de contribution avec la GIZ et dans l'esprit de l'Équipe Europe.

Une délégation à la GIZ est privilégiée en vue de contribuer à un programme déjà en cours (Transformation Digitale de l'économie Togolaise (ProDigiT) - dont la Délégation partage la vision et les objectifs pour une mise en œuvre rapide, en synergie et en complémentarité avec les autres initiatives nationale et régionales.

Dans le cadre de cette action et afin d'atteindre **l'objectif spécifique** qui est « La transformation numérique au Togo est renforcée dans le cadre de la collaboration entre les acteurs publics et privés » - pour autant que les mesures d'atténuation mitigent les risques identifiés - les **produits** suivants devront être atteints :

Produit 1 : Le « pool de talents numériques » au Togo pertinent pour la transformation numérique est renforcé suivant une approche inclusive et basée sur le genre

Il s'agira de mettre en place différents mécanismes qui permettront de faire émerger des prestataires digitaux pouvant accompagner la transition digitale du Togo notamment sur le plan des biens et services publics, mais aussi du stockage, de la gestion et du traitement des données, de leur protection et de la sécurité de l'information issus de ces processus, englobant ainsi les spécialistes nécessaires dans le cadre des différentes agences numériques publiques créées par l'État togolais.

L'accent sera mis en particulier sur le renforcement des compétences (aussi bien pour le secteur public que privé), le développement et la mise à jour des offres de formation, la formation des partenariats pour la mise en œuvre pour une certification internationale et reconnue des contenus locaux et l'équipement nécessaire aux administrations pour jouer convenablement leur rôle.

Produit 2 : Le transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue de promouvoir conjointement la transformation numérique du Togo est amélioré.

Les acteurs de l'écosystème numérique manquent de plateformes adéquates, de formats de concertation et d'expérience en matière de coopération pour créer l'environnement nécessaire à la mise à l'échelle des innovations numériques. Les capacités des acteurs de l'économie numérique et des prestataires de services aux entreprises ainsi que l'accès aux financements sont souvent insuffisantes.

L'action apportera un appui à toute structure d'accompagnement pertinente destinée à dynamiser l'écosystème innovateur. La coopération entre les acteurs publics et privés sera accompagnée en vue de concevoir et réaliser un écosystème local propice aux innovations numériques.

Produit 3 : L'offre de formation sur les compétences numériques est élargie suivant une approche inclusive et basée sur le genre

Il s'agira de renforcer l'offre de formation en mettant en place une plateforme collaborative, développer son business model et assurer sa pérennisation. Pour permettre aux partenaires de formation de contribuer efficacement à la dynamique.

L'action pourra fournir l'équipement nécessaire pour tenir les formations pratiques et appuyer l'encadrement de la plateforme de formation (probablement en ligne). Les formations seront assurées soit par les centres de formation dédiés présents au Togo, soit par les structures étatiques reconnues dans des domaines spécifiques.

Le ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation digitale (MENTD) et l'Agence Togo Digital (ATD) seront au cœur de la mise en œuvre opérationnelle de l'action. L'Agence Togo Digital (ATD) en particulier jouera le rôle de maître d'œuvre et donc responsable de la mise en œuvre de l'Action.

La GIZ, en étroite concertation avec la l'Union européenne, fera le suivi de la mise en œuvre.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- *Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).*
- *Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.*
- *Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.*

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeurs de référence 2023	Valeurs cibles 2026	Sources de données	Hypothèse
Impact (objectif général)	OG - La durabilité de la transformation digitale du Togo est renforcée	1. % de services digitaux publics prioritaires opérationnels et exploités par la population/ les usagers 2. % de services digitaux publics prioritaires en cours de digitalisation (développement informatique démarré)	1. 2.	1. 2.	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1 (objectif spécifique)	OS – La transformation numérique au Togo est renforcée dans le cadre de la collaboration entre les acteurs publics et privés.	1. Nombre des profils disponibles sur le marché de l'emploi dans le domaine du numérique répondant aux besoins prioritaires des secteurs privé et public du Togo. (5-10 profils prioritaires seront définis au début du cofinancement) 2. Pourcentage des participant.e.s aux formations ont jugé que leurs compétences numériques acquises sont utiles ou très utiles pour conduire la transformation numérique du Togo en collaboration avec les acteurs publics et privés.	1.1 1.2	1.1 1.2 80 %	1. Baseline et analyse du changement par enquête 2. Analyse d'enquêtes annuelles menées auprès de professionnels ou de cadres ayant suivi une formation continue concernant leur évaluation de l'utilité des compétences numériques acquises, sur une échelle de 1 (pas utile) à 5 (très utile), où les évaluations de 4 ou plus sont considérées comme utiles.	
Produit 1 Lié à l'effet direct 1	1.1 - Le « pool de talents numériques »	1. 1.1	1.1.1	1.1.1	1.1.1	

Offre et qualité de formation dans le numérique	au Togo pertinent pour la transformation numérique est renforcé suivant une approche inclusive et basée sur le genre (<i>volet accès à la formation</i>)	<p>Nombre d'agents intervenant dans le secteur public togolais ayant finalisé leur formation numérique auprès d'un établissement d'enseignement privé ou public ou une institution du secteur publique du Togo.</p> <p>1.1.2 Nombre d'étudiant.e.s et jeunes diplômé.e.s au Togo qui ont obtenu leurs certificats de formation dans le domaine du numérique en lien avec les profils prioritaires. Identifié.e.s aussi par situation de handicap si possible</p> <p>1.1.3 Augmentation du % d'étudiant.e.s et jeunes diplômés au Togo inscrits à une formation dans le domaine du numérique Identifié.e.s aussi par situation de handicap si possible.</p>	<p>1.1.2</p> <p>1.1.3</p>	<p>(dont 30% femmes)</p> <p>1.1.2 (dont 50% femmes)</p> <p>1.1.3</p>	<p>Évaluation annuelle des listes des participant.e.s aux formations</p> <p>1.1.2 Évaluation annuelle des listes d'achèvement des formations. <i>Les jeunes diplômé.e.s sont les personnes qui ont obtenu un diplôme d'une université publique ou privé ou un d'un centre de formation au cours des 24 derniers mois.</i></p> <p>1.1.3 Evaluation annuelle des listes d'inscription fournies par les centres de formation publics et privé offrant des parcours.</p>	<p>La numérisation est toujours considérée comme un catalyseur de changement et de développement et reste une priorité au plus haut niveau de l'État.</p> <p>Le Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale (MENTD) et l'Agence Togo Digital (ATD) mobilisent des fonds propres et des contributions de bailleurs de fonds à hauteur de ce qui est prévu dans la stratégie numérique Togo Digital 2025.</p> <p>Le mandat de l'ATD en matière de renforcement des compétences numériques et de coopération avec le secteur privé sur le thème de la transformation numérique reste inchangé.</p> <p>Les professionnels du secteur privé et de l'administration publique togolaise possédant des compétences numériques seront affectés à des fonctions leur permettant d'influencer la transformation numérique du Togo.</p> <p>Les acteurs du secteur privé et publique reconnaissent la nécessité d'un échange mutuel afin de développer durablement les compétences nécessaires à la transformation numérique.</p> <p>Un renforcement durable des compétences institutionnelles des institutions publiques est garanti</p>
<p>Produit 2</p> <p>Lié à l'effet direct 1</p> <p>Rapprochement du « pool des compétences numériques » aux acteurs du secteur privé et public</p>	<p>1.2 - Le transfert mutuel de connaissances en matière de compétences numériques entre les acteurs du secteur public et du secteur privé en vue de promouvoir conjointement la transformation numérique du Togo est amélioré.</p>	<p>1.2.1 Nombre d'initiatives incluant les acteurs du secteur privé et public en vue du renforcement de la transformation numérique du Togo.</p> <p>1.2.2 Nombre d'initiatives de renforcement de capacité pour le secteur public conduites par des expert.e.s du numérique du secteur privé en appui au déploiement de la digitalisation des services publics</p>	<p>1.2.1</p> <p>1.2.2</p>	<p>1.2.1</p> <p>1.2.2</p>	<p>1.2.1 Évaluation annuelle de la documentation des initiatives incluant les acteurs du secteur privé et public</p> <p>1.2.2 Évaluation annuelle de la documentation des initiatives de renforcement de capacité</p>	

						par l'emploi continu du personnel formé et sensibilisé.
Produit 3 Lié à l'effet direct 1 Renforcement de l'écosystème de formation	1.3 - L'offre de formation sur les compétences numériques a été élargie suivant une approche inclusive et basée sur le genre.	1.3.1 La plateforme de formation en ligne sur le numérique est mise en place et opérationnelle.	1.3.1 0	1.3.1 1	1.3.1 Rapports annuels sur les progrès de développement et le lien web accessible.	
		1.3.2 Nombre de parcours de formations qualifiantes en lien avec les profils prioritaires est mise en place à travers les partenaires de formation du Togo.	1.3.2	1.3.2	1.3.2 Évaluation annuelle des protocoles et des listes de participant.e.s. <i>Les partenaires de formation du Togo identifiés incluent par exemple l'encrage dans un hub d'innovation locale, une université ou une approche mobile.</i>	
		1.3.3. Nombre d'utilisateurs.trices ont suivi au moins une formation à travers la plateforme en ligne.	1.3.3	1.3.3	1.3.3 Évaluation annuelle des rapports statistiques d'utilisation.	
		1.3.4. Une stratégie incluant un plan de pérennisation de la plateforme est mise en place	1.3.4 0	1.3.4 1	1.3.4 Évaluation de l'application de la stratégie, par exemple en ce qui concerne la localisation, l'ancrage, le financement et le partage des responsabilités relatives à la plate-forme.	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **42 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁶.

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la GIZ.

Cette mise en œuvre implique l'implémentation du programme « Transformation digitale au Togo » « ProDigiT » dont les objectifs et résultats sont mentionnés au point 3.1 du présent document.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base de sa capacité opérationnelle et de sa valeur ajoutée. Il est à noter que l'Union européenne contribue à une action déjà encourus et mise en œuvre de façon satisfaisante par l'entité sélectionnée.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, les parties concernées de la présente action peuvent être mises en œuvre en gestion indirecte avec d'autres entités ayant fait l'objet de l'évaluation des piliers. La mise en œuvre par les entités de remplacement serait justifiée en raison des critères suivants : la capacité opérationnelle, l'expertise préalable dans les domaines des activités en question, son expérience au Togo.

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité sous-mentionnée, la présente action pourra être mise en œuvre en gestion directe via les marchés publics.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie

¹⁶ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI – Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)	Contribution de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4		
<i>OS – La transformation numérique au Togo est renforcée dans le cadre de la collaboration entre les acteurs publics et privés.</i>	4 000 000	11 500 000
Gestion indirecte avec GIZ – voir section 4.4.1	4 000 000	11 500 000
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	Peut être couvert par une autre décision	s.o.
Totaux (budget de la composante 4 du ProDigIT)	4 000 000	11 500 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

La mise en œuvre de l'Action sera suivie de près par la Délégation de l'Union européenne en République togolaise.

Des réunions régulières seront organisées avec le partenaire de mise en œuvre afin d'assurer une gestion harmonieuse et réactive du projet.

Comité de pilotage stratégique

La coordination stratégique du Projet sera réalisée par un Comité de pilotage (Copil) dans lequel le Gouvernement, l'UE, l'Allemagne et la GIZ seront représentés. Ce comité aura la capacité de décider les aspects de gestion stratégique de l'Action. Ce comité sera présidé par le ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation digitale (MENTD) ou une personne directement déléguée par le ministre. Il se réunira au moins tous les 6 mois.

Le secrétariat technique du comité de pilotage sera assuré par l'ATD accompagnée par la GIZ. Les rapports seront conformes au modèle de rapport du projet et aux dispositions de la convention de Délégation. Le secrétariat technique sera responsable de la convocation des membres du comité et de la diffusion des comptes rendus.

Suivi technique (comité programmatique)

Les décisions opérationnelles et de planification seront prises par l'ATD et seront validées par la GIZ après consultation de la DUE (un comité programmatique pourrait être mise en place).

Lors de la mise en œuvre, la GIZ ne peut pas modifier unilatéralement l'objectif principal du projet ou de l'action, tels que ses objectifs, stratégies et domaines prioritaires ainsi que tout autre élément essentiel sans avoir obtenu l'approbation préalable de l'Union européenne.

La **gestion technique** est assurée par la GIZ et les chargés de projet des partenaires impliqués (ATD, MENTD) et l'UE pourra assister à toute rencontre considérée nécessaire pour un bon suivi des actions.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

4.8 Conditions préalables uniquement pour la modalité de projet

NA

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les rapports d'avancement seront partagés avec les représentants du Gouvernement pour assurer un suivi transparent et efficace des actions. Ces rapports pourront faire l'objet de discussion dans les instances de pilotage concernées.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données, le cas échéant :

- Les partenaires chargés de la mise en œuvre (GIZ) seront responsables du suivi et de l'établissement de rapports sur les indicateurs de la matrice du cadre logique, y compris la collecte de données de référence et la collecte de données au cours de la phase de démarrage de l'action.
- Les valeurs des indicateurs seront mesurées au niveau du pays, en fonction de la nature des activités.

Le suivi et la collecte de données pour la présente action seront intégrés dans le suivi global que la GIZ fait pour le programme ProDigiIT.

Tous les contrôles et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte le principe de l'égalité des sexes, l'approche fondée sur les droits de l'homme et les droits des personnes handicapées, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs doivent être ventilés au moins par sexe.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée pour la présente action par des consultants indépendants. Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

Cette évaluation sera réalisée conjointement avec l'Allemagne afin de fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Si l'évaluation sera financée par l'UE, elle se focalisera sur la Composante 4 du ProDIGIT à laquelle la présente action contribue directement. La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations¹⁷. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

Si l'Allemagne prévoit une évaluation finale du programme ProDigIT dans sa globalité, il est reconnu que cette évaluation inclura la Composante 4. Dans ce cas, la Commission pourra considérer l'évaluation faite par l'Allemagne comme l'évaluation finale de la présente action.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

¹⁷ Voir les [bonnes pratiques en matière de communication des évaluations](#).

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): <Action présente> <Autre(s) action(s)>
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) #>